

8^e

FIPA-ParlAmericas Assemblée plénière • Rapport Asunción, Paraguay 8-10 septembre 2011



Table des matières

Remerciements	3
1 Introduction	4
2 Session d'ouverture	4
3 Première session de l'Assemblée plénière	6
3.1 Approbation de l'ordre du jour	6
3.2 Rapport annuel du président	6
3.3 Élection du président de la huitième Assemblée plénière	7
3.4 Allocution de la présidente du Groupe des femmes parlementaires	7
3.5 Constitution de groupes de travail	8
3.6 Conférence principale : La sécurité citoyenne—Kevin Casas-Zamora, agréé principal, Brookings Institution, États-Unis	9
4 Assemblée plénière extraordinaire	9
5 Session finale de l'Assemblée plénière	11
5.1 Conseil d'administration	11
5.2 Confirmation du pays hôte de la neuvième Assemblée plénière	11
5.3 Présentation et étude des recommandations émises par les groupes de travail	11
5.4 Clôture	14
Annexes	
Annexe 1 Liste des participants	15
Annexe 2 Ordre du jour	17
Annexe 3 Rapport annuel du président de FIPA-ParlAmericas	19
Annexe 4 Conférence principale—extraits	21
Annexe 5 Sommaire du plan stratégique	23
Annexe 6 Résolutions adoptées au cours de la huitième Assemblée plénière	33
Annexe 7 Groupe de travail no. 1 : Le rôle des droits humains et du développement par rapport à la sécurité citoyenne	35
Annexe 8 Groupe de travail no. 2 : Aspects transnationaux de la sécurité citoyenne	38
Annexe 9 Groupe de travail no. 3 : Approches multidimensionnelles à la sécurité citoyenne	40
Annexe 10 Septième rencontre du Groupe des femmes parlementaires : Perspectives de genre en matière de sécurité citoyenne	43
Annexe 11 Conseil d'administration de FIPA-ParlAmericas 2011-2012	46

Remerciements

Le secrétariat technique du FIPA-ParlAmericas souhaite remercier chaleureusement le Sénat du Paraguay, le Sénateur Alberto Grillón Conigliaro et le personnel de la Commission des relations extérieures et des affaires internationales pour leur collaboration à l'organisation de la huitième Assemblée plénière du FIPA-ParlAmericas.

Nous souhaitons également exprimer nos sincères remerciements aux conférenciers invités et aux secrétaires des groupes de travail pour leur apport inestimable aux sessions de travail.



Francisco Peralta, Sénat du Paraguay

Les délégués de la 8^e Assemblée plénière – Photo officielle

1. Introduction

À l'aimable invitation du Sénat du Paraguay, la huitième Assemblée plénière du FIPA-ParlAmericas (antérieurement le FIPA, soit le Forum interparlementaire des Amériques) s'est tenue du 8 au 10 septembre 2011 à Asunción, au Paraguay.

Le thème de l'événement dans son ensemble était la « sécurité citoyenne ». Cet important événement a rassemblé 29 parlementaires qui y ont participé à titre de délégués officiels de 13 pays des Amériques, ainsi que des experts et d'autres invités provenant de 10 pays des Amériques.

Voir l'Annexe 1 pour la liste des participants.

2. Session d'ouverture

La cérémonie d'ouverture de la huitième Assemblée plénière s'est tenue dans la Chambre des sessions du Congrès national du Paraguay le 8 septembre 2011.

Étaient présents lors de la cérémonie : son Excellence le Président de la République du Paraguay, **Fernando Lugo Méndez**; son Excellence le président de l'honorable



Francisco Peralta, Sénat du Paraguay

De gauche à droite : observateur Luiz Carlos Hauly (ancien président du FIPA), Alberto Grillón (Paraguay), Adriana González (Mexique), Randy Hoback (Canada), Linda Machuca (Équateur), Céline Hervieux-Payette (Canada), Edmonde Beauzile (Haïti), Germán Blanco (Colombie), Víctor Juliao III (Panamá) et directrice générale Gina Hill (Secrétariat Technique)

Congrès national, **Jorge Oviedo Matto**; le président de la Cour suprême de justice, **Luis María Benítez Riera**; ainsi que le président de l'honorable Chambre des députés, **Víctor Bogado**. Le président intérimaire de FIPA-ParlAmericas, **Randy Hoback** (député au Parlement du Canada), la présidente du Groupe des femmes parlementaires, **Linda Machuca Moscoso** (membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur), le président de la section paraguayenne de Parlatino, **Cándido Aguilera** (membre de la Chambre des députés du Paraguay), de même que le représentant du Paraguay au sein du Comité exécutif de FIPA-ParlAmericas, le sénateur **Alberto Grillón Conigliaro**, étaient aussi présents.

La session a débuté par un mot de bienvenue prononcé par son Excellence le président de l'honorable Congrès national, **Jorge Oviedo Matto**, qui a salué chaleureusement les parlementaires originaires des autres pays.

Il a été suivi par le sénateur **Alberto Grillón**, représentant du Paraguay au sein du Comité exécutif de FIPA-ParlAmericas, qui a fait part de sa grande satisfaction d'être l'hôte de la huitième Assemblée plénière et qui s'est dit convaincu que cette rencontre apporterait une



Thais Martín Navas

Le président du Paraguay, son Excellence Monsieur Fernando Lugo

contribution de grande valeur. Il a expliqué que la sécurité citoyenne constitue une question centrale d'importance vitale qui mérite qu'on lui porte une attention immédiate et la mise en place d'actions efficaces, puisqu'il s'agit d'une condition essentielle au développement et au progrès de toutes les nations. Le sénateur Grillón a conclu en exprimant son espoir que les résultats de l'Assemblée permettent au continent de poursuivre son intégration au niveau de ses valeurs, de ses efforts et de ses réalisations.

La cérémonie s'est poursuivie avec une allocution du président intérimaire de FIPA-ParlAmericas, **Randy Hoback** (membre du parlement du Canada), qui a commencé par remercier le gouvernement du Paraguay pour son hospitalité et sa générosité en étant l'hôte de cette importante rencontre internationale. Il a rappelé que c'est par la coopération promue par des organisations telles que FIPA-ParlAmericas que les parlementaires peuvent apprendre des expériences des uns et des autres et s'engager dans ce type de dialogue positif qui leur permettra d'améliorer non seulement leurs propres conditions économiques, sociales et culturelles, mais aussi celles de l'ensemble de l'hémisphère.

Le président Hoback a rappelé que l'Assemblée de cette année marque le dixième anniversaire de l'Assemblée plénière inaugurale de l'organisation.

Il a également affirmé que la sécurité citoyenne constitue aujourd'hui l'un des défis les plus pressants dans un grand nombre de pays des Amériques. Il a par la suite mentionné que garantir la sécurité des citoyens constitue une tâche complexe qui touche à une multitude de domaines politiques, y compris les droits humains, le développement, la sécurité et les réformes judiciaires.

Il a notamment informé l'Assemblée plénière que le Comité exécutif de FIPA-ParlAmericas, qui se compose des législatures nationales du Paraguay, de la Colombie, de l'Équateur, du Panama, de Ste-Lucie, d'Haïti, du Mexique et du Canada, avait travaillé d'arrache-pied au cours de la dernière année pour préparer un plan stratégique dans le but d'améliorer la pertinence et la qualité de l'organisation. Le plan vise à élargir la portée de FIPA-ParlAmericas, à en garantir la pérennité et à s'assurer que son travail à venir s'inspirera d'un ensemble de valeurs clair et d'une mission qui reflète le caractère noble du travail parlementaire. La modernisation de l'organisation constitue la première



Alberto Grillón (Paraguay) pendant son discours à la session d'ouverture de l'Assemblée plénière

étape de la mise en œuvre de ce plan stratégique, ce qui comprend notamment un changement de nom de FIPA pour qu'il devienne « ParlAmericas » (Parlementaires pour les Amériques).

L'allocution du président intérimaire a été suivie d'une démonstration de polka paraguayenne, au terme de laquelle la cérémonie d'ouverture a pris fin.

3. Première session de l'Assemblée plénière

3.1 Approbation de l'ordre du jour

Le Président Hoback a ouvert la session en souhaitant la bienvenue aux parlementaires et aux autres invités à la rencontre. Il a présenté l'ordre du jour provisoire, qui a été adopté à l'unanimité par l'Assemblée plénière.

Voir l'Annexe 2 pour l'ordre du jour de l'Assemblée plénière.

3.2 Rapport annuel du président

Le président Hoback a ensuite présenté le rapport annuel du président, en résumant les points saillants de la dernière année (2010-2011).

Le président Hoback a expliqué qu'à la demande du Comité exécutif, il avait assumé le rôle de président intérimaire de FIPA-ParlAmericas lorsque Luiz Carlos Hauly du Brésil avait démissionné en tant que président en février dernier, après avoir accepté un poste de Secrétaire du trésor pour l'État de Paraná, au Brésil.

Le président Hoback a ensuite poursuivi en annonçant le lancement interne du nouveau nom (« ParlAmericas ») et du nouveau logo de l'organisation. Il a souligné que FIPA-ParlAmericas lancerait son nouveau site web au cours des prochaines semaines, que ce dernier offrirait de nombreuses fonctions et qu'il s'agissait d'un outil dynamique au service des parlementaires des Amériques. Il a également mentionné qu'une période de transition avait débuté et qu'elle se poursuivrait jusqu'à ce que toutes les exigences légales aient été remplies au Canada, où FIPA est enregistré en tant que corporation. Pendant cette période, certains documents et outils de communication continueront d'utiliser le nom de « FIPA » tandis que d'autres feront référence à « ParlAmericas ».

Le président Hoback a présenté un rapport décrivant les résultats des principales activités de ParlAmericas au cours de la dernière année. Parmi celles-ci, on compte un atelier de formation d'une durée de deux jours



Stella García

Première session de l'Assemblée plénière

sur la supervision du budget destiné aux assemblées nationales d'Amérique centrale qui a pris place en mars au Costa Rica, ainsi que la rencontre du Groupe des femmes parlementaires des Amériques intitulée « Le leadership politique des femmes : Plan d'action pour les Amériques », qui s'est déroulé sous l'égide de l'Assemblée de la République Dominicaine à la fin juin.

Il a également mentionné la participation d'un observateur à une Table Ronde de haut niveau sur le sujet de la sécurité citoyenne en Amérique centrale, de même que la participation d'une délégation de FIPA-ParlAmericas à la 41^e session régulière de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains à San Salvador, El Salvador, en juin. Il a informé que le Comité exécutif s'était réuni à trois reprises depuis la dernière Assemblée plénière : à Curitiba, au Brésil, en février; à Ottawa, au Canada, en juin; et ici à Asunción, au Paraguay, la veille de l'Assemblée plénière. Le président Hoback a conclu son rapport en présentant le personnel du secrétariat technique.

Le rapport a été accepté par l'Assemblée plénière.

Voir l'Annexe 3 pour le rapport annuel du président au complet.

3.3 Élection du président de la huitième Assemblée plénière

Le président Hoback a ensuite présidé à l'élection du président de la huitième Assemblée plénière. Il a expliqué que la tradition veut qu'on élise un parlementaire du pays hôte comme président d'assemblée. Le sénateur paraguayen **Alberto Grillón Conigliaro**, représentant de l'Assemblée plénière du pays hôte au sein du Comité exécutif de FIPA-ParlAmericas, a été élu à l'unanimité.

Le sénateur Grillón a présenté une résolution du Comité exécutif concernant un siège vacant au sein du Comité exécutif pour la sous-région de l'Amérique centrale. Il a ensuite donné de l'information sur la session plénière extraordinaire prévue pour le lendemain et a présenté un aperçu du processus d'élection qui serait suivi.



Francisco Peralta, Sénat du Paraguay

De gauche à droite : expert Carmelo Caballero (Ministère de l'Intérieur), Germán Blanco (Colombie) et expert Juan Faroppa (Indépendant)

Résolution FIPA/PA8/2011/RES.1: Siège vacant au sein du Comité exécutif pour la sous-région de l'Amérique centrale

L'Assemblée plénière a adopté une résolution afin d'ouvrir le poste de membre du Comité exécutif représentant la sous-région de l'Amérique centrale pour l'année restante d'un mandat de deux ans qui doit venir à terme lors de la neuvième Assemblée plénière de FIPA-ParlAmericas.

Voir l'Annexe 6 pour le texte complet de la résolution adoptée.

3.4 Allocution de la présidente du Groupe des femmes parlementaires

Le président a ensuite présenté la présidente du Groupe des femmes parlementaires, **Linda Machuca Moscoso** (membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur), qui a décrit le Groupe des femmes parlementaires comme étant le seul groupe permanent de l'organisation. Elle a ensuite expliqué que le Groupe concentre ses efforts sur le renforcement du leadership des femmes politiciennes et sur la discussion des sujets d'intérêt pour les femmes. La présidente Machuca a également fait part des rencontres fructueuses tenues par le groupe au cours des deux dernières années et des progrès réalisés

par le réseau. Enfin, elle a souligné l'importance du sujet de discussion retenu pour la septième rencontre du Groupe, « Perspectives de genre en matière de sécurité citoyenne », et a invité tous les parlementaires à participer à la deuxième session de la rencontre qui se tiendrait le lendemain.

3.5 Constitution de groupes de travail

Tel que recommandé par le Comité exécutif du FIPA-ParlAmericas, le président a proposé que trois groupes de travail soient constitués et se rencontrent séparément afin de délibérer et de proposer des recommandations à l'Assemblée plénière. Les groupes de travail suivants ont été approuvés par l'Assemblée plénière :

- **Groupe de travail n°. 1 : Le rôle des droits humains et du développement par rapport à la sécurité citoyenne**

Président : Germán Blanco Álvarez, membre de la Chambre des représentants, Colombie

Experts invités : Carmelo Caballero, Sous-ministre de la sécurité intérieure, ministère de l'Intérieur, Paraguay

Juan Faroppa, consultant, Uruguay



Expert Marco Antonio Rodríguez (Indépendant)



Expert Gustavo Béliz (BID)

Francisco Peralta, Sénat du Paraguay

- **Groupe de travail n°. 2 : Aspects transnationaux de la sécurité citoyenne**

Président : Rogelio Rueda, Sénateur du Mexique

Experts invités : Eric L. Olson, Mexico Institute, Woodrow Wilson International Center for Scholars, États-Unis

Alejandra Mohor, coordonnatrice du secteur de la prévention du crime, Centre d'études sur la sécurité citoyenne, Université du Chili

- **Groupe de travail n°. 3 : Approches multidimensionnelles à la sécurité citoyenne**

Présidente : Edmonde Supplice Beauzile, Sénatrice d'Haïti

Experts invités: Marco Antonio Rodríguez Corrales, consultant, Bolivie

Gustavo Béliz, coordonnateur de la sécurité citoyenne pour le Cône Sud, Banque interaméricaine de développement (BID)

Voir les Annexes 7, 8 et 9 pour les biographies des experts invités.



De gauche à droite: expert Eric L. Olson (Woodrow Wilson Centre, Mexico Institute), Rogelio Rueda (Mexique) et expert Alejandra Mohor (CESC)

Francisco Peralta, Sénat du Paraguay



Expert Kevin Casas-Zamora (Brookings Institution)

3.6 Conférence principale : La sécurité citoyenne – Kevin Casas-Zamora, agrégé principal, Brookings Institution, États-Unis

Le président a présenté **Kevin Casas-Zamora**, qui a donné une conférence vigoureuse sur les façons de faire face à l'insécurité citoyenne en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il a souligné qu'un programme global et complexe

qui fasse échec à la simplification à outrance que l'on retrouve dans les discours politiques dominants est nécessaire pour s'attaquer à « l'épidémie de violence » dans la région. Il a parlé du besoin de recadrer et de démocratiser les discussions sur cette question, ainsi que d'améliorer la gouvernance des politiques en matière de criminalité. Il a également mentionné la nécessité de moderniser les institutions de contrôle et d'investir dans l'information, tout en améliorant les relations entre les institutions de contrôle et la communauté. Dr. Casas-Zamora a proposé une plus grande présence coordonnée de l'État dans les zones problématiques, ainsi que la réglementation de l'achat et de la possession d'armes à feu. De plus, il a souligné la nécessité de prévenir la grossesse chez les adolescentes, de repenser les politiques antidrogues et d'investir dans des perspectives d'avenir pour les jeunes. Il a conclu en signalant la nécessité d'une réforme de la taxation, affirmant que l'insécurité citoyenne n'est pas un problème de sécurité mais bien un problème de développement. Selon lui, la solution pour mettre un terme à cette épidémie est « plus longue, plus complexe, et plus exigeante à notre égard en tant que citoyens que nous ne voudrions l'admettre ».

Suite à une discussion stimulante au cours de laquelle les points de vue de diverses régions des Amériques ont été exprimés, la session plénière a été ajournée.

Voir l'Annexe 4 pour un extrait de la conférence principale.

4. Assemblée plénière extraordinaire

La huitième Assemblée plénière comprenait une session plénière extraordinaire visant à présenter la proposition de plan stratégique pour les trois prochaines années et d'en discuter. Au cours de cette session, qui s'est déroulée le 9 septembre 2011, le président de l'assemblée a présenté le président Randy Hoback, qui a expliqué qu'il était temps que l'organisation, qui célèbre ses dix ans d'existence, se dote d'un plan stratégique tourné vers l'avenir.

La décision d'élaborer un plan stratégique coïncide avec la décision de changer le nom de l'organisation de FIPA pour qu'il devienne ParlAmericas. Le président Hoback a décrit le processus qui a donné lieu à ce plan, notamment la mise sur pied d'un comité de pilotage du plan stratégique composé de membres du Comité exécutif de chaque sous-région, l'embauche d'un consultant pour appuyer l'élaboration de ce plan, ainsi que la tenue de plusieurs rencontres et discussions avant la présentation du plan stratégique complet au Comité exécutif pour approbation en juillet 2011.



La session spéciale de l'Assemblée plénière. De gauche à droite : Randy Hoback (Canada), directrice générale Gina Hill (Secrétariat Technique) et Alberto Grillón (Paraguay)



Céline Hervieux-Payette
(Canada)

Le président Hoback a ensuite présenté un résumé du plan stratégique pour les trois prochaines années en mettant l'accent sur ses principaux objectifs, les nouveaux énoncés de mission et de vision, les orientations stratégiques et les initiatives, ainsi que les priorités immédiates.

Le consultant, Michel Rathier, a parlé du contexte plus large dans lequel le plan

s'inscrit, dont les réalités mondiales auxquelles le FIPA-ParlAmericas est confronté, ainsi que les défis et les occasions qui doivent être tenus en compte pour que l'organisation se développe.

Résolution FIPA/PA8/2011/RES.2: Modifications aux règlements de FIPA-ParlAmericas régissant le Comité exécutif de l'organisation

Le président Hoback a ensuite présenté une résolution proposée par le Comité exécutif qui portait sur des



De gauche à droite : Guillermo Gallegos (El Salvador) et Víctor Juliao III (Panama)

aspects du plan stratégique que le comité croyait suffisamment urgents pour qu'ils soient mis en œuvre immédiatement. Ces aspects portaient essentiellement sur le système de gouvernance proposé pour l'organisation, y compris la restructuration du Comité exécutif pour qu'il devienne un conseil d'administration élargi. Des membres du comité de pilotage du plan stratégique ont ensuite expliqué les différents éléments de la résolution.

Des discussions animées ont ensuite eu lieu, au cours desquelles les délégués ont exprimé leur appui à la "vision d'ensemble et aux objectifs du plan stratégique. Ils ont également commenté plusieurs points de la résolution, dont :

- le droit de vote des personnes siégeant au Conseil d'administration ;
- la question de savoir si le président devrait être choisi parmi les personnes élues au Conseil d'administration ou parmi les personnes présentes sur le plancher ou à la plénière ;
- la création d'un poste de vice-présidente pour le Groupe des femmes parlementaires ;
- certaines préoccupations concernant le rôle d'anciens présidents ;
- un appui au renforcement du rôle du Groupe des femmes parlementaires ;
- le processus de sélection pour le poste de secrétaire-trésorier et
- la question de savoir si la représentation hémisphérique à cette Assemblée plénière était suffisante pour qu'une décision puisse être prise sur la résolution.

L'ébauche de résolution a été revue en tenant compte des discussions. Une version révisée a par la suite été adoptée à l'unanimité.

Le sommaire du plan stratégique a été adopté, avec quelques changements mineurs.

Voir l'Annexe 5 pour le sommaire du plan stratégique et l'Annexe 6 pour le texte intégral de la résolution adoptée.

5. Session finale de l'Assemblée plénière

La deuxième et dernière session de la huitième Assemblée plénière s'est déroulée pendant la matinée du samedi 10 septembre 2011. Le président, le sénateur Grillón, a ouvert la session en remerciant tout le monde pour leur participation active aux discussions des groupes de travail et a souligné que c'est grâce à ce dialogue que FIPA-ParlAmericas peut progresser dans son travail.

5.1 Conseil d'administration

Le président a ensuite informé les délégués que les négociations entourant la résolution sur le plan stratégique avaient donné lieu à certains changements relativement aux postes au sein du Conseil d'administration (antérieurement le Comité exécutif), en particulier la création d'un troisième poste pour chaque sous-région. Il s'est dit heureux d'annoncer que tous les postes ouverts avaient été comblés par acclamation, y compris ceux du président, du vice-président et de la présidente du Groupe des femmes parlementaires. Il a nommé les individus et les pays élus et a remercié tout le monde pour leur participation au processus démocratique.

Voir l'Annexe 11 pour la liste complète des membres du nouveau Conseil d'administration.



*Germán Blanco
(Colombie)*

5.2 Confirmation du pays hôte de la neuvième Assemblée plénière

L'Assemblée plénière a accepté à l'unanimité l'offre de l'Assemblée nationale du Panama d'être l'hôte de la neuvième Assemblée plénière de FIPA-ParlAmericas en 2012. Víctor Juliao III, membre de l'Assemblée nationale du

Panama, a exprimé la joie de son pays d'être l'hôte de la prochaine assemblée plénière et a invité tout le monde à y participer.

5.3 Présentation et étude des recommandations émises par les groupes de travail

Le président d'assemblée a ensuite invité les présidents des groupes de travail à présenter le résumé des délibérations ayant eu lieu au sein de leur groupe respectif, ainsi que les recommandations proposées par chaque groupe pour qu'elles soient étudiées par l'Assemblée plénière.

Voir les Annexes 7, 8 et 9 pour un aperçu et pour les recommandations issues des groupes de travail.

Groupe de travail n° 1 : Le rôle des droits humains et du développement par rapport à la sécurité citoyenne

Germán Blanco, membre de la Chambre des représentants de la Colombie et membre du Comité exécutif de FIPA-ParlAmericas pour la sous-région de l'Amérique du Sud, a donné un bref aperçu des discussions et a présenté les recommandations du groupe de travail sur le rôle des droits humains et du développement par rapport à la sécurité citoyenne. Douze parlementaires originaires de sept pays membres avaient participé à ce groupe de travail.

Les recommandations comprenaient un appel aux législatures pour qu'elles contribuent aux politiques gouvernementales sur la sécurité publique et les droits humains, pour qu'elles réglementent les opérations des compagnies de sécurité privées et pour qu'elles accordent la priorité aux questions de développement. Les recommandations exprimaient également un appui aux agents gouvernementaux et aux organisations de droits humains et de la société civile spécialisées dans les questions de sécurité publique. De plus, il y était proposé d'intégrer des lignes directrices tirées des rapports de la Commission interaméricaine des droits humains au cadre législatif, d'établir des normes pour la sélection des responsables gouvernementaux au sein des institutions de sécurité publique, de mettre en œuvre des politiques pour la petite enfance ainsi que des programmes de

resocialisation des contrevenants et de prévention du récidivisme, tout en favorisant l'établissement d'observatoires nationaux et internationaux du crime et de la violence.

Au cours des discussions qui ont suivi, les délégués se sont penchés sur l'attention particulière accordée aux familles monoparentales dans les recommandations, ainsi qu'à l'importance de réduire la violence domestique.

Les recommandations ont été adoptées par l'Assemblée plénière avec quelques changements mineurs dans la formulation.

Groupe de travail n° 2 : Aspects transnationaux de la sécurité citoyenne

Le président a cédé la parole au sénateur **Rogelio Rueda** du Mexique, qui a présidé les discussions du groupe de travail sur les aspects transnationaux de la sécurité citoyenne. Cinq parlementaires originaires de trois pays membres avaient participé à ce groupe de travail.

Le sénateur Rueda a présenté les discussions et les recommandations finales du groupe de travail.

Les recommandations proposaient la révision des cadres législatifs afin d'y inclure les aspects



Francisco Peralta, Sénat du Paraguay

Edmonde Beauzile (Haïti) et Juan Carlos Mendoza (Costa Rica)

transnationaux des organisations criminelles et pour rendre les gouvernements locaux responsables de la prévention du crime. Elles appelaient également à ce que des ressources suffisantes soient allouées pour que les gouvernements locaux puissent assumer cette responsabilité de manière efficace et pour qu'un pourcentage des fonds soit mis de côté pour l'évaluation des programmes de prévention. Les recommandations proposaient aussi qu'il soit demandé à l'Organisation des États américains (OEA) d'établir une entité chargée de cerner et d'analyser les facteurs qui mènent à l'abus de drogues.

Au cours des discussions entourant les recommandations en plénière, des parlementaires ont souligné la nécessité de tenir compte des changements dans le type de criminalité, en particulier du virage actuel vers le crime transnational.

Les recommandations ont été adoptées sans amendements.

Groupe de travail n° 3 : Approches multidimensionnelles à la sécurité citoyenne

Edmonde Supplice Beauzile, sénatrice d'Haïti et membre du Comité exécutif de FIPA-ParlAmericas

Francisco Peralta, Sénat du Paraguay



Rogelio Rueda (Mexique) et Adriana González (Mexique)



De gauche à droite : Guillam Guifarro (Honduras) et expert Teresa Ulloa (CATWLAC)

pour la sous-région des Caraïbes, a présenté le rapport et les recommandations du groupe de travail sur les approches multidimensionnelles à la sécurité citoyenne. Sept parlementaires originaires de quatre pays avaient participé à ce groupe de travail.

Les recommandations appelaient à la mise en place de politiques publiques sur la sécurité de la population, sur la gestion des risques liés aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques, sur le renforcement de la coopération entre les pays, ainsi que sur l'établissement ou le renforcement du capital social dans le processus de récupération post-catastrophe. De plus, elles proposaient la mise en place de systèmes statistiques et d'indicateurs comparatifs sur le crime et la violence; le renforcement des comités parlementaires spéciaux et l'établissement de relations de travail avec les universités et les spécialistes interdisciplinaires; l'analyse des budgets publics pour la prévention de la violence; et la promotion de lois concernant les fonds liés au crime organisé. Les recommandations appelaient également au renforcement des institutions afin qu'elles s'engagent à faire de la promotion sociale, à édicter des

lois pour faire face aux nouvelles formes de crime et de violence, à intégrer la sécurité alimentaire dans les politiques et à soumettre une résolution à l'OEA et aux Nations Unies en faveur de l'établissement d'un fonds de compensation environnementale, pour s'assurer que les corporations multinationales respectent les normes environnementales et pour encourager l'organisation de travailleurs sociaux multidisciplinaires.

Au cours des discussions entourant les recommandations en plénière, les parlementaires ont insisté sur le fait qu'ils s'attendent à ce que les corporations multinationales qui opèrent dans les pays en développement appliquent les mêmes normes environnementales que celles auxquelles elles sont tenues dans les pays développés.


Les recommandations ont été adoptées sans changements.

Septième rencontre du Groupe des femmes parlementaires des Amériques.

La parole a ensuite été cédée à la présidente du Groupe des femmes parlementaires des Amériques, **Linda**



Linda Machuca (Équateur)



Machuca Moscoso (membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur), afin qu'elle puisse faire rapport sur la septième rencontre du groupe, réalisée en deux sessions pendant l'Assemblée plénière avec la participation de 16 délégués originaires de 10 pays. La présidente Machuca a souligné la participation de Teresa C. Ulloa Ziáurriz, directrice régionale de la Coalition contre le trafic de femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes (CATWLAC), de même que l'appui que cette dernière a apporté en tant qu'experte invitée lors de cette rencontre.

M^{me} Machuca a présenté les recommandations proposées au cours des deux sessions. Les recommandations appelaient à intégrer les principes de parité et d'équité à la législation, en plus d'appeler ParlAmericas à créer un cadre législatif ou une loi-modèle sur la sécurité publique. De plus, elles proposaient qu'une loi soit édictée pour protéger les victimes et les témoins, que des unités techniques sur le genre soient établies au sein de chaque parlement, que l'engagement des femmes parlementaires au sein des organisations soit encouragé, qu'un ordre du jour commun à toutes les femmes parlementaires soit créé, et que des équipes de communication sensibles au genre soient mises sur pied dans les parlements. Les recommandations touchaient également l'égalité dans les organisations politiques, l'imposition de pénalités à ceux qui font la promotion du commerce du sexe et de l'exploitation sexuelle dans la publicité, ainsi que la criminalisation de la demande pour les produits du trafic d'êtres humains et de l'exploitation sexuelle.

Les parlementaires ont discuté des recommandations en faisant ressortir sur les règles de « parité » en vigueur dans certains pays des Amériques, ainsi que sur la nécessité de mettre en place des mécanismes plus robustes afin de protéger les femmes et les familles vulnérables.

Les recommandations ont été adoptées par l'Assemblée plénière avec quelques amendements mineurs.

5.4 Clôture

Le président de l'Assemblée, le sénateur Grillón, a félicité les groupes de travail pour leurs solides recommandations. Il a remercié les nombreuses personnes qui ont travaillé très fort pour faire de la huitième Assemblée plénière un succès, y compris le personnel de l'hôtel, les traducteurs et les interprètes, les secrétaires des groupes de travail, le personnel du secrétariat technique, le personnel du protocole et du Sénat du Paraguay, et plus spécialement les parlementaires eux-mêmes pour s'être rendus à Asunción et pour s'être engagés aussi pleinement dans les sessions. Il a souhaité un bon retour à tous et a clôturé la rencontre.

Annexes

Annexe 1 • Liste des participants

Délégués

Président intérimaire de FIPA-ParlAmericas (Canada)

Randy Hoback, membre du Parlement

Brésil

Paes Landim, membre de la Chambre des députés

Canada

Céline Hervieux-Payette, sénatrice

Paulina Ayala, membre du Parlement

Chili

Cristian Campos, membre de la Chambre des députés

Nicolás Monckeberg, membre de la Chambre des députés

Jorge Sabag, membre de la Chambre des députés

David Sergio Sandoval Plaza, membre de la Chambre des députés

Ignacio Urrutia, membre de la Chambre des députés

Colombie

Germán Blanco Álvarez, membre de la Chambre des représentants

Costa Rica

Juan Carlos Mendoza García, président de l'Assemblée nationale

Cuba

Armando Torres Aguirre, membre de l'Assemblée nationale

Équateur

Gina Godoy, membre de l'Assemblée nationale

Richard Guillén, membre de l'Assemblée nationale

Linda Machuca Moscoso, membre de l'Assemblée nationale

Rocío Valarezo, membre de l'Assemblée nationale

El Salvador

Margarita Escobar, membre de l'Assemblée nationale

Guillermo Gallegos, membre de l'Assemblée nationale

Haïti

Edmonde Supplice Beauzile, sénatrice

Simon Desras, sénateur

Jean Hector Anacacis, sénateur

Honduras

Guillam Guifarro Montes de Oca, membre du Congrès national

Mexique

Adriana González Carillo, sénatrice

Rogelio Rueda, sénatrice

Panama

Víctor Juliao III, membre de l'Assemblée nationale

Paraguay

Roger Caballero, sénateur

Alberto Grillón Conigliaro, sénateur

Clarissa Marín, sénatrice

Miguel Carrizosa Galiano, sénateur

Experts et autres invités

Gustavo Béliz, Coordonnateur de la sécurité citoyenne pour le Cône Sud, Banque interaméricaine de développement (BID)

Moisés Benamor, Coordonnateur de l'Unité d'appui aux institutions législatives, Organisation des États américains (OEA)

Carmelo Caballero, Sous-ministre de la sécurité intérieure, ministre de l'Intérieur, Paraguay

Kevin Casas-Zamora, Agrégé principal, Brookings Institution, États-Unis

Juan Faroppa, Consultant, Uruguay

Eduardo Feliciangeli, Représentant de la Banque interaméricaine de développement (BID) au Paraguay

Luiz Carlos Haully, Ancien président du FIPA, Secrétaire du trésor, État du Paraná, Brésil

Alejandra Mohor, Coordonnatrice de la section de prévention du crime, Centre d'études de la sécurité citoyenne, Université du Chili (CESC)

Eric Lee Olson, Agrégé principal, Mexico Institute, Woodrow Wilson Center for International Scholars, États-Unis

Gabriel Puricelli, Coordonnateur du programme des affaires internationales, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Canada

Michel Rathier, Consultant, Canada

Marco Antonio Rodríguez Corrales, Consultant, Bolivie

Jean-Paul Ruszkowski, PDG, Centre parlementaire du Canada

Teresa C. Ulloa Ziáurriz, Directrice régionale de la Coalition contre le trafic des femmes et de filles en Amérique latine et dans les Caraïbes (CATWLAC)

Personnel accompagnateur

Parlement du Canada

Leif-Erik Aune, secrétaire, FIPA section canadienne
Alexandre Gauthier, analyste, Bibliothèque du Parlement

Sénat du Paraguay

Stella Frutos, directrice, Commission des relations extérieures et des questions internationales

Alejandro Cáceres
Gabriela Cantero
José Duarte
Luis María Duarte
Ernesto Fuentes García
Luis Gabriel Gauto
José Luis González
Carlos Marabel
Javier Olcelli
Carolina Patiño
Luis Servín
José Antonio Solís
Ariel Vairoleto
Walter Vera

Secrétariat Technique de FIPA-ParlAmericas

Gina Hill, directrice générale
Viviane Rossini, gestionnaire de programmes
Thaïs Martín Navas, responsable de projets et des communications
Stella García, coordonnatrice d'événements
Eufemia Sánchez, consultante du Groupe de femmes parlementaires



Francisco Peralta, Sénat du Paraguay

La session d'ouverture de l'Assemblée plénière avec la présence de son Excellence Monsieur Fernando Lugo, le président du Paraguay

Annexe 2 • Ordre du jour

Approuvé par l'Assemblée plénière

Mercredi 7 septembre 2011

- 15:00 à 18:30 Réunion des membres du Comité exécutif du FIPA-ParlAmericas
20:00 à 22:00 Dîner pour les membres du Comité exécutif du FIPA-ParlAmericas

Judi 8 septembre 2011

- 08:00 à 09:30 **Perspective de genre en matière de sécurité citoyenne**
Session 1 : Rapport des activités et présentation de Teresa Ulloa
Organisée par le Groupe des femmes parlementaires
- 10:15 à 11:15 **SÉANCE D'OUVERTURE DE LA 8^e ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE**
Congrès de Paraguay
Messages de bienvenue : Sénateur Jorge Oviedo Matto, Président du Senat de Paraguay ;
Fernando Armindo Lugo Méndez, Président de la République du Paraguay ;
Sénateur Alberto Grillón Conigliaro, Représentant du Paraguay auprès du Comité exécutif
du ParlAmericas ;
Randy Hoback, Membre du Parlement du Canada et Président intérimaire du
FIPA-ParlAmericas
- 11:15 à 12:15 **PREMIÈRE SESSION DE L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE**
 - Approbation de l'ordre du jour
 - Rapport annuel du Président du ParlAmericas
 - Election du Président de la 8^e Assemblée plénière
 - Présentation des projets de résolution/recommandation émis par le Comité exécutif
 - Information concernant la Séance plénière extraordinaire
 - La Présidente du Groupe des femmes parlementaires
 - Etablissement des groupes de travail
- 12:15 à 13:15 Discours de l'orateur principal, Kevin Casas-Zamora, agrégé principal, Brookings Institution
Thème : *Sécurité citoyenne*
- 13:15 à 13:30 Photo officielle
- 14:00 à 15:30 Déjeuner
- 16:00 à 18:30 **SESSIONS DES GROUPES DE TRAVAIL**
Présentations des experts et début des délibérations pour formuler les recommandations
Groupe 1 – Le rôle des droits humains et du développement par rapport à la sécurité citoyenne
Groupe 2 – Aspects transnationaux de la Sécurité citoyenne
Groupe 3 – Approches multidimensionnelles de la Sécurité citoyenne
- 20:00 à 22:00 Dîner

Vendredi 9 septembre 2011

8:30 à 10:30

SÉANCE PLÉNIÈRE EXTRAORDINAIRE

- Présentation, discussion, et l'adoption du Plan stratégique
- Résolution du Comité exécutif par rapport les changements immédiats
- Révision du procès pour les élections du troisième jour

10:30 à 11:00

Pause

11:00 à 13:00

Perspective de genre en matière de sécurité citoyenne

Session 2 : Finalisation et l'approbation des recommandations pour leur présentation lors de la plénière

Experte : Teresa Ulloa

Session organisée par le Groupe des femmes parlementaires

13:00 à 14:30

Déjeuner

14:30 à 17:30

SESSIONS DES GROUPES DE TRAVAIL

Finalisation et approbation des recommandations pour leur présentation lors de la plénière

Groupe 1 – Le rôle des droits humains et du développement par rapport à la Sécurité citoyenne

Groupe 2 – Aspects transnationaux de la Sécurité citoyenne

Groupe 3 – Approches multidimensionnelles de la Sécurité citoyenne

19:45 à 21:30

Dîner

Samedi 10 septembre 2011

9:30 à 13:00

DEUXIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

- Élections
- Présentation et considération des recommandations des groupes de travail
- Présentation des projets de résolution/recommandation émis par le Comité exécutif
- Considération d'autres projets de résolution/recommandation
- Confirmation du pays hôte de la 9^e Assemblée plénière
- Résultats des élections
- Clôture

13:00 à 14:00

Déjeuner

13:30 à 15:30

Réunion et déjeuner du Comité exécutif de ParlAmericas

Annexe 3 • Rapport annuel du président de FIPA-ParlAmericas

8 septembre 2011, première session de l'Assemblée plénière

J'ai le grand plaisir de partager avec vous les faits saillants de l'année 2010-2011 du Forum interparlementaires des Amériques. Il s'agit d'une année excitante, puisque FIPA célèbre sa dixième année d'existence! Depuis la dernière fois où nous nous sommes rencontrés il y a dix mois lors de la 7^e Assemblée plénière à Mexico, nous avons fait de grandes avancées, des pas de géant dans un grand nombre de domaines de travail.

En premier lieu, vous êtes peut-être surpris de me voir ici, plutôt que notre estimé collègue Luiz Carlos Hauly du Brésil. Vers la fin de l'année dernière, M. Hauly a accepté le poste de secrétaire du trésor pour l'état du Paraná au Brésil. Il a donc démissionné de son poste de président de FIPA en février, et j'ai été honoré que mes collègues du Comité exécutif me demandent de prendre la relève en tant que président intérimaire.

Un nouveau nom, un nouveau logo et un nouveau site web

Il nous fait plaisir d'utiliser cette Assemblée plénière pour le lancement interne de notre nouveau nom et de notre nouveau logo. Bienvenue à ParlAmericas ! Nous espérons que la nouvelle marque et la nouvelle image vous interpellent, et que vous serez tout aussi excités que le Comité exécutif en ce qui concerne l'évolution de notre organisation.

En plus de cette nouvelle marque, ParlAmericas lancera son nouveau site web au cours des prochaines semaines. Évidemment, nous vous ferons parvenir un avis au moment du lancement, de sorte que vous puissiez explorer le nouveau site web et les nombreuses fonctions qu'il offrira. Il s'agit d'un outil dynamique tourné vers l'avenir qui s'adresse, destiné aux parlementaires des Amériques.

Vous verrez que pour la prochaine période, certains documents et outils de communication continueront d'utiliser le nom de FIPA, tandis que d'autres feront déjà référence à ParlAmericas. Ce sera le cas jusqu'à ce que toutes les exigences légales aient été remplies au Canada, où FIPA est enregistré en tant que corporation.

Formation destinée aux parlementaires : formation en matière de suivi budgétaire

En mars, FIPA a tenu un atelier de renforcement des capacités des parlements en matière de supervision budgétaire. La formation, qui s'est tenue au Costa Rica, a focalisé sur les assemblées de l'Amérique centrale. Nous avons été heureux d'avoir la participation de 13 parlementaires originaires de cinq pays d'Amérique centrale, qui ont pris part aux neuf modules de formation échelonnés sur une période de deux jours. Une activité de formation similaire est en voie de planification pour le contexte caribéen, pour le mois de novembre.

Rencontre du Groupe des femmes parlementaires

Le Groupe des femmes parlementaires des Amériques a tenu une rencontre fructueuse à la fin du mois de juin de cette année. L'événement, intitulé "Le leadership politique des femmes : Plan d'action pour les Amériques", s'est tenu sous l'égide de l'Assemblée de la République dominicaine. Plus de 70 délégués originaires de 15 pays des Amériques ont discuté de l'autonomisation des femmes autour des thèmes suivants :

- leadership et émancipation politique ;
- migration ;
- égalité hommes-femmes et participation politique au sein des systèmes démocratiques ; et
- situation des femmes politiciennes dans les Caraïbes.

Le Groupe des femmes se réunira également au cours de cette assemblée plénière et j'encourage chacun d'entre vous à participer à leurs sessions.

Sécurité citoyenne

En mai, j'ai eu l'honneur de participer à une Table Ronde de haut niveau sur la sécurité citoyenne en Amérique centrale, à titre d'observateur. Cette initiative, à laquelle ont participé dix parlementaires de la région, a été une occasion importante de commencer à discuter d'approches conjointes pour résoudre ce qui constitue maintenant une situation sérieuse dans notre hémisphère. La menace à la sécurité publique se manifeste de nombreuses façons et a un impact considérable sur différents aspects de notre société. Il faut y répondre et nous espérons que les discussions des groupes de travail au cours des prochains jours contribueront au dialogue hémisphérique sur cette question.

Assemblée générale de l'OEA

Une délégation de FIPA a participé à la 41^e session régulière de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains à San Salvador, El Salvador, en juin. Les membres de la délégation ont tenu une rencontre fructueuse avec le secrétaire général de l'OEA José Miguel Insulza, au cours de laquelle ils ont pu discuter de questions d'intérêt commun pour nos deux organisations et de notre désir mutuel d'établir un protocole d'entente pour renforcer nos relations.

Réunions du Comité exécutif

Le Comité exécutif s'est réuni à trois reprises depuis la dernière plénière : à Curitiba au Brésil en février à Ottawa au Canada en juin et nous avons également tenu une réunion hier, avant le début de la plénière.

Une grande partie de notre attention au cours du dernier cycle a été consacrée à l'élaboration du tout premier plan stratégique pour FIPA-ParlAmericas, et nous avons hâte de présenter une ébauche lors d'une session extraordinaire demain, à des fins de discussion et d'approbation. Nous avons aussi mis l'accent sur la préparation de cette assemblée plénière, et avons accompli des tâches de gouvernance fondamentales telles que le suivi des activités et des finances de FIPA, ainsi que des activités informatives visant à accroître la présence de FIPA dans les systèmes interaméricains.

Secrétariat technique

Enfin, j'aimerais vous présenter le personnel du secrétariat technique, établi à Ottawa : à part moi, il y a Gina Hill, la directrice générale de ParlAmericas, et secrétaire du Comité exécutif; Viviane Rossini est la gestionnaire de programmes; Thaïs Martín est la responsable de projets et des communications et Stella García est la coordonnatrice d'événements.

Elles sont ici pour les prochains trois jours ; soyez bien à l'aise de vous adresser à elles si vous avez des questions ou des commentaires, ou pour leur donner vos coordonnées.

J'aimerais remercier très sincèrement mes collègues ainsi que tous les parlements membres de FIPA-ParlAmericas. Notre nouvelle marque suscite chez moi une énergie renouvelée et beaucoup d'enthousiasme. Je suis convaincu qu'au cours des dix prochaines années, notre organisation donnera lieu à réseau des parlementaires pour les Amériques plus fort et de plus grande qualité.

Merci.

Randy Hoback, Président intérimaire de FIPA-ParlAmericas
(Membre du Parlement, Parlement du Canada)



Randy Hoback (Canada)

Annexe 4 • Conférence principale - Extraits

Conférencier : Kevin Casas-Zamora

Il y a des solutions : Quelques propositions pour faire face à l'insécurité citoyenne en Amérique latine et dans les Caraïbes

Réfléchir sur l'insécurité citoyenne dans les Amériques n'est pas seulement opportun. Il s'agit plutôt d'une question urgente. ... [D]ans une bonne partie de l'hémisphère, la criminalité met non seulement en danger la consolidation de la démocratie, mais aussi la viabilité de l'État en tant qu'entité régulatrice de la vie collective. Le thème est péremptoire et accablant, mais il n'est pas insoluble. ...

Cette épidémie de violence exerce une pression énorme sur tous les gouvernements et acteurs politiques de la région. En Amérique latine, la proportion de personnes qui placent la criminalité en tête de liste des priorités nationales a triplé en moins d'une décennie. Elle atteint aujourd'hui 27 pour cent et dépasse largement le chômage, de même que les défis de nature économique en général. De plus, à l'exception du Nicaragua, ce chiffre a augmenté dans tous les pays. Il n'est donc pas surprenant que la discussion dans la région tourne autour de promesses, de plus en plus stridentes, surtout en période électorale, de s'attaquer au problème avec "une main de fer", i.e. avec des méthodes qui font amplement usage des mécanismes de coercition étatique de façon intensive, presque toujours avec une franche impatience ou même un certain mépris à l'égard des garanties de l'État de droit. La population latino-américaine et caribéenne – aussi terrorisée qu'avide d'ordre – accorde de plus en plus d'attention à ces invocations, qu'elle récompense de plus en plus souvent.

Cela est malheureux, étant donné que les résultats des solutions qui font appel à une "main de fer" pour résoudre les problèmes de criminalité ne sont pas reluisants. À cet effet, l'expérience récente du Honduras et d'El Salvador est éloquent. Au Honduras, l'adoption successive de plans contre la criminalité aux allures

répressives n'a pas changé grand-chose : les 56 homicides par 100 000 habitants que le pays présentait en 2002 se sont convertis en 78 en 2010, le pire chiffre au monde. Le cas salvadorien est lui aussi malheureux. Ni le Plan de Mano Dura [Plan de Main de Fer] (2003) ni celui de Super Mano Dura [Super Main de Fer] (2004) n'ont empêché le nombre d'homicides de doubler dans ce pays entre 2003 et 2010.

Il est de plus en plus évident que la tâche de s'attaquer à l'épidémie de violence en Amérique latine et dans les Caraïbes nécessite un programme intégral et complexe, qui défie le simplisme des discours politiques dominants. En observant la réalité de la région, il me semble que ce programme devrait contenir au moins 10 éléments que j'analyserai ci-après. Tous ces éléments sont largement connus et dans certains cas, ils sont en voie d'être appliqués dans la région.

Premièrement : Recadrer la discussion. ...

Deuxièmement : Démocratiser la discussion. ...

Troisièmement : Améliorer la gouvernabilité de la politique criminelle. ...

Quatrièmement : Moderniser les institutions de contrôle et investir dans l'information. ...

Cinquièmement : Améliorer les relations entre les institutions de contrôle et la communauté. ...

Sixièmement : Augmenter la présence coordonnée de l'État dans les zones problématiques. ...

Septièmement : Réglementer l'acquisition et la possession d'armes à feu. ...

Huitièmement : Prévenir la grossesse chez les adolescentes. ...

Neuvièmement : Repenser les politiques anti-narcotiques. ...

Dixièmement : Investir dans l'amélioration des perspectives pour la jeunesse. ...

Mais, tout ceci n'est pas gratuit. Si la politique publique doit rendre l'accès aux droits sociaux universels – ce qui est essentiel à la réduction des niveaux de violence – alors il importe de réformer en profondeur la fiscalité dans la région. Qui plus est, si nous devons renforcer la capacité de l'État à exercer le contrôle sur son territoire – ce qui est essentiel pour combattre le crime organisé – le premier pas consiste à payer des impôts. Qui peut légitimement se surprendre du fait que l'État guatémaltèque n'ait qu'un contrôle ténu sur son territoire, s'agissant d'un pays où les recettes fiscales dépassent à peine 10 pour cent du PIB? Il faut le dire clairement : si nous devons combattre avec succès l'insécurité citoyenne en Amérique latine et dans les Caraïbes, nous devons commencer par exorciser certains des vieux démons qui continuent de nous condamner au sous-développement. La violence criminelle est le lieu où

convergent toutes les carences de notre développement. L'insécurité citoyenne n'est pas un problème de sécurité, c'est un problème de développement.

Biographie abrégée de l'expert : Kevin Casas-Zamora

Avocat costaricain. Il cumule actuellement les postes d'agrégé principal de recherches en politique extérieure et de l'Initiative pour l'Amérique latine du Brookings Institution et de conseiller pour le deuxième rapport sur la démocratie en Amérique latine du Programme de développement des Nations Unies.

Il a récemment été vice-président du Costa Rica, de même que ministre de la Planification nationale et de la politique économique; deuxième vice-président de la République du Costa Rica; coordonnateur général et auteur de la plate-forme électorale du Dr Oscar Arias, du Parti de Libération Nationale du Costa Rica; coordonnateur général et auteur principal du Rapport national sur le développement humain des Nations Unies; consultant/conseiller auprès du Programme sur la financement et la politique” de la Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES).

Il est l'auteur de diverses études sur l'économie politique, les élections, la démocratisation et les relations civile-militaires en Amérique latine. Ses études comprennent un doctorat en sciences politiques de l'Université d'Oxford (2002), une maîtrise en politique et gouvernance de l'Université d'Essex (1993) et une licence en droit de l'Université du Costa Rica (1991).



Francisco Peralta, Sénat du Paraguay

Les parlementaires en la session d'ouverture de l'Assemblée plénière

Annexe 5 • Sommaire du plan stratégique

Adoptée par l'Assemblée plénière extraordinaire du 9 septembre 2011



REGARD SUR L'AVENIR

PLAN DE DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE 2011-2014

SEPTEMBRE 2011



I. VISÉE STRATÉGIQUE



PARLAMERICAS / FIPA A ÉLABORÉ UN PLAN STRATÉGIQUE QUI VISE À ATTEINDRE LES OBJECTIFS SUIVANTS PENDANT LES TROIS PROCHAINES ANNÉES:

- 1.1 Aborder des défis clés liés à la viabilité, la gouvernance et la pertinence dans les années à venir
- 1.2 Établir les assises pour entreprendre un mandat renouvelé et mis à jour et réaliser une nouvelle Vision de l'avenir qui inclut une dimension de perspectives morales et éthiques dans la politique
- 1.3 Accroître la portée géographique et de l'effectif de ParlAmericas pour joindre tous les états souverains et les états qui gouvernent les territoires dépendants de la région
- 1.4 Assurer une viabilité et une durabilité à long terme de ParlAmericas grâce à de nouvelles stratégies de financement, de même qu'à l'adaptation de ses processus et structures organisationnels aux réalités de son environnement actuel

STRICTLY CONFIDENTIAL

. 1 .

II. OBJECTIFS GÉNÉRAUX DU PLAN STRATÉGIQUE



PARLAMERICAS S'EFFORCE D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS CLÉS SUIVANTS PENDANT LA PÉRIODE DE PLANIFICATION:

- 2.1 Définir le cheminement à suivre, et les moyens à utiliser, pour accomplir la mission de ParlAmericas, atteindre sa Vision et ses Objectifs
- 2.2 Accroître la pertinence de ParlAmericas pour les parlementaires de l'hémisphère grâce à une contribution unique et distincte liée à l'amélioration de la collaboration régionale, au soutien destinés aux institutions parlementaires, au renforcement des capacités du parlement et au perfectionnement des capacités professionnelles des parlementaires
- 2.3 Accroître la portée de l'effectif de ParlAmericas, de même que ses capacités de générer des fonds
- 2.4 Augmenter la valeur de l'offre de l'organisation aux institutions membres et aux parlementaires
- 2.5 Faire progresser sa gouvernance, ses structures, ses processus de gestion et ses systèmes de façon à réaliser ses ambitions et à mettre en œuvre ses plans

III. MOTIF



- 3.1 Les défis du 21^e siècle face à la croissance économique, l'égalité, la justice sociale et la démocratisation appuient l'augmentation d'initiatives parlementaires, de même que l'accès à de nouvelles plateformes technologiques et de lieux de réunion, et ce, pour favoriser et faciliter une meilleure interaction et communication entre les pays et les gens.
- 3.2 D'autres organisations de l'hémisphère (Copa, Parlandino, Parlatino, Parlacen, Mercosur, Laia, Unasur, Acto, etc.) reproduisent les objectifs, augmentent la concurrence liée au financement et détournent le positionnement de ParlAmericas. Cette tendance augmente le besoin de ParlAmericas d'obtenir une certaine individualité et pertinence.
- 3.3 Depuis dix ans, ParlAmericas est reconnu pour sa production continue d'initiatives, d'expériences et d'expertise dans l'organisation et la tenue d'événements et d'ateliers. Le changement de nom, qui est passé de FIPA à ParlAmericas, offre une occasion importante d'accroître la sensibilisation et de capter l'intérêt d'autres Parlements, de même que d'approcher un auditoire plus étendu et d'augmenter l'effectif.
- 3.4 ParlAmericas doit porter un intérêt plus ciblé et parlementaire sur des enjeux, des initiatives et des activités. La viabilité et la durabilité futures de ParlAmericas dépendront de la sensibilisation à l'échelle internationale et de sa réputation. Le leadership de ParlAmericas doit évoluer de façon à faire participer des donateurs plus engagés, mobilisés et pleins de ressources, de même que toutes les institutions et les parlementaires de l'Hémisphère, y compris les États-Unis.
- 3.5 L'organisation a trop compté sur une seule source de financement et elle doit maintenant faire appel à d'autres sources au plus vite.

STRICTLY CONFIDENTIAL

. 3 .

IV. UN NOUVEL ÉNONCÉ DE MISSION



ParlAmericas encourage le dialogue ouvert et constructif, de même qu'un échange productif d'idées et de pratiques parmi tous les parlementaires et les institutions parlementaires de l'hémisphère.

« Nous nous engageons à améliorer et à augmenter les processus démocratiques nationaux et de l'hémisphère en présentant un forum sur le leadership, lequel sert de voie aux échanges continus sur des questions clés de préoccupation courante dans toutes les Amériques. »

STRICTLY CONFIDENTIAL

. 4 .

V. UNE VISION DE L'AVENIR



« *ParlAmericas* exercera une influence considérable sur les échanges de l'hémisphère portant sur des questions clés courantes soulevées par les institutions parlementaires et leurs membres. Il sera également un modèle d'inspiration pour l'échange de pratiques améliorées en vue de mieux servir les citoyens des Amériques. »

STRICTLY CONFIDENTIAL

. 5 .

VI. VALEURS



EN QUÊTE DE SA VISION, ET DANS LA RÉALISATION DE SES OBJECTIFS, *PARLAMERICAS* EST GUIDÉ PAR SES VALEURS FONDAMENTALES, Y COMPRIS LES SUIVANTES, MAIS SANS EN EXCLURE D'AUTRES:

Égalité

Diversité

Transparence

Éthique

Liberté d'expression

STRICTLY CONFIDENTIAL

. 6 .

VII. ORIENTATIONS ET INITIATIVES STRATÉGIQUES



POUR RELEVER LES PROCHAINS DÉFIS, REMPLIR SA MISSION ET RÉALISER SES AMBITIONS, PARLAMERICAS DIRIGERA SES INITIATIVES DANS LE CADRE DES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES SUIVANTES:

- MEMBRES ET DURABILITÉ
 - **Augmenter de façon considérable** la base des membres de façon à faire participer activement le plus grand nombre de parlements de l'hémisphère.
 - **Établir** un sous-comité de financement du Conseil qui sera guidé par les valeurs fondamentales de ParlAmericas et qui se consacrera entièrement à trouver des ressources financières pour appuyer la vision de ParlAmericas.
- POSITIONNEMENT ET RECONNAISSANCE
 - **Promouvoir** le nouveau nom de ParlAmericas grâce à un programme d'approche vigoureux auprès de tous les intervenants, en sensibilisant davantage ceux-ci à sa mission et à sa vision.
- ÉTABLISSEMENT DE RÉSEAUX
 - **Augmenter** la présence et le niveau de participation de tous les forums et lieux de réunion pertinents; accroître les efforts liés à l'établissement de relations.
- EXPERTISE ET CONNAISSANCES
 - **Développer** une prestation de services unique par l'acquisition et le maintien continu d'une base de connaissances distincte et de capacités de diffusion efficaces.

STRICTLY CONFIDENTIAL

. 7 .

VIII. Priorités



POUR RELEVER LES PROCHAINS DÉFIS, *PARLAMERICAS* ALLOUERA DES RESSOURCES À DES ACTIVITÉS EN SE CONFORMANT AUX PRIORITÉS SUIVANTES :

- ❑ Élaborer un plan de croissance reposant sur un effectif et une participation accrus dans l'hémisphère
- ❑ Passer en revue les structures institutionnelles et le modèle de gouvernance de ParlAmericas pour que l'organisation devienne une association de parlements nationaux des Amériques de renommée mondiale
- ❑ Établir de nouvelles sources de financement de façon à assurer la durabilité de l'organisation
- ❑ Trouver et mettre en œuvre un plan de communication stratégique pour augmenter les capacités de participation de *ParlAmericas*

*« ...quand vous voulez quelque chose, tout
l'hémisphère s'y met pour vous aider à
l'obtenir. »*

- adapté de Paulo Coelho

Annexe 6 • Résolutions adoptées au cours de la huitième Assemblée plénière

Résolutions

Résolution FIPA/PA8/2011/RES.1 :

Poste à pourvoir au sein du Comité exécutif pour la sous-région d'Amérique centrale

Adoptée par l'Assemblée plénière du 8 septembre 2011

RECONNAISSANT l'importance d'avoir leadership de tous les sous-régions de l'hémisphère dans le processus décisionnel de l'organisation, et sur le Comité exécutif de FIPA-ParlAmericas et

ÉTANT DONNÉ la vacance d'un des deux sièges attribués à l'Amérique centrale au sein du Comité exécutif, n'ayant été élu aucun pays pour occuper le siège à la dernière Assemblée plénière;

L'Assemblée plénière de FIPA-ParlAmericas:

DÉCIDE d'offrir le poste à élection à cette Assemblée plénière, pour l'année restante du mandat de deux ans, à expirer à la 9^{ème} Assemblée plénière de FIPA-ParlAmericas.

Résolution FIPA/PA8/2011/RES.2 :

Modifications aux règlements de FIPA-ParlAmericas régissant le Comité exécutif de l'organisation

Adoptée par l'Assemblée plénière extraordinaire du 9 septembre 2011

SUITE à la décision du Comité exécutif du 19 février 2011 d'élaborer un Plan stratégique visant à assurer la viabilité et la croissance de l'organisation pour les années à venir;

ÉTANT DONNÉ que le Comité exécutif a développé un Plan stratégique pour aborder les questions clés et les défis auxquels l'organisation sera confrontée dans les 36 prochains mois;

RECONNAISSANT qu'il existe une intensification de la concurrence pour du financement tant public que privé disponible pour l'exécution d'initiatives appuyant des intérêts similaires;

ÉTANT DONNÉ l'urgence pour FIPA-ParlAmericas de diffuser son nouveau positionnement et de promouvoir activement son caractère unique et sa pertinence sur l'ensemble de l'hémisphère;

ÉTANT DONNÉ que l'exécution du Plan exige que FIPA-ParlAmericas mette en œuvre d'importants changements dans sa gouvernance et dans sa structure;


RECONNAISSANT que l'adhésion aux procédures antérieures de FIPA-ParlAmericas pour les mises en nomination au Comité exécutif pourrait retarder d'un an et plus la mise en œuvre du Plan, et

RECONNAISSANT que les modifications proposées ne sont pas exclusives, et que de nombreux autres changements impliquant la gouvernance furent développés et sont à considérer dans l'exécution du Plan stratégique;

L'Assemblée plénière extraordinaire de FIPA-ParlAmericas

DÉCIDE d'adopter et de mettre immédiatement en œuvre les changements suivants dans ses règlements de gouvernance:

1. FIPA-ParlAmericas sera dorénavant dirigée par un conseil d'administration qui sera composé de 15 membres élus, répartis comme suit :
 - trois représentants des parlements différents de chacune des quatre sous régions, notamment l'Amérique du Nord, l'Amérique centrale, l'Amérique du Sud et les Caraïbes, pour un total de 12;
 - Les postes de Président du conseil, le 1^{er} Vice-président et celui du Président du Groupe des femmes parlementaires seront soumis à une élection en Assemblée plénière, pour un total de 3 postes additionnels au conseil d'administration;
2. Les individus occupant les postes suivants feront également partie du Conseil d'administration: le **Président sortant**, le **représentant du pays hôte** de la prochaine Assemblée plénière, et le **Directeur général de ParlAmericas**. Ces derniers pourront participer aux débats du Conseil mais n'auront pas le droit de vote;

- 
3. Le conseil d'administration élira à la majorité des 2/3 parmi ses membres ayant droit de vote, le poste nouvellement créé de Secrétaire-trésorier;
 4. Un poste de **2^{ème} Vice-président** est également créé. Ce poste sera automatiquement occupé par le **Président du Groupe des femmes parlementaires**;
 5. Le conseil d'administration établira un **Comité exécutif** de quatre (4) membres devant comprendre le Président, le 1^{er} Vice-président, le 2^{ème} Vice-président et le Secrétaire-trésorier;
 6. Le Conseil formera également cinq (5) comités permanents pour lesquels il désignera les présidents : |un comité permanent sur le **financement**, un comité permanent sur les **membres**, un comité permanent sur **l'assemblée plénière**, un comité permanent sur les **mises en candidatures** et un comité permanent sur les **projets et programmes**. Les comités sur le financement et sur l'assemblée plénière pourront s'adjoindre des non-membres du conseil. Le Conseil d'administration pourra également créer au besoin d'autres comités et sous-comités pour traiter des questions ad hoc;
 7. Le Groupe des femmes parlementaires va poursuivre ses travaux à titre d'entité permanente de ParlAmericas. Le Conseil d'administration pourra créer d'autres Groupes de travail permanents le cas échéant.

Annexe 7 • Groupe de travail n° 1 : Le rôle des droits humains et du développement par rapport à la sécurité citoyenne

1. Objectifs

- Examiner les racines de la criminalité, de la violence et de l'insécurité citoyenne
- Analyser les différentes variantes de prévention, d'application de la loi, de réhabilitation et de réinsertion existantes
- Déterminer les mesures pour éradiquer la violence domestique
- Promouvoir la coordination entre développement et sécurité
- Examiner le concept de protection citoyenne
- Examiner le concept de sécurité alimentaire
- Établir les phases de traitement de l'extrême pauvreté, de l'inégalité et de l'exclusion sociale
- Intégrer la perspective de genre dans le travail de groupe

2. Points Principaux du débat

Dans les Amériques – notamment en Amérique latine et dans les Caraïbes – les difficultés actuelles coexistantes dans les pays concernés, en particulier celles liées aux graves problèmes d'inégalité et d'exclusion, déterminent que les risques de troubles sociaux n'ont pas complètement disparus. Dans une région où la démocratie, la pauvreté et l'inégalité coexistent de façon généralisée, la protection citoyenne est devenue une priorité. Que faire face à la pauvreté, au chômage et au problème de la drogue? Comment prévenir les grands problèmes de société et leur trouver des solutions ?

Au cours de cette session, les parlementaires analyseront les différentes approches et initiatives existantes, établiront les étapes à suivre et définiront une approche des solutions possibles à l'insécurité

citoyenne, en promouvant en permanence la coordination entre développement, sécurité et perspective de genre. Les experts chargés de guider les délibérations sont Carmelo Caballero, Sous-ministre de la sécurité intérieure du ministère de l'Intérieur du Paraguay (2008 - 2011) et Juan Faroppa, secrétaire adjoint de l'Intérieur du gouvernement de l'Uruguay (2005 - 2007).

3. Biographie abrégée des orateurs

Carmelo Caballero

Avocat paraguayen, il est diplômé de la *Universidad Católica Nuestra Señora de la Asunción*, au Paraguay. Le cheminement de carrière de monsieur Caballero a progressé dans les tribunaux et les universités à titre de professeur.

Activités juridiques : greffier de la cour, 4^e Cour de district spécialisée dans les questions civiles et commerciales (1989 - 1992), actuaire juridique dans les questions correctionnelles et Cour spécialisée dans les questions civiles et commerciales (1993 - 1996), procureur électoral pour la Ville d'Asunción (1996 - 2008), consultant du Projet de transparence du Paraguay sur le financement de partis politiques au Paraguay (2008), observateur international au nom des cours électorales paraguayennes aux élections tenues dans plusieurs pays de l'Amérique latine (2008), coordonnateur général du Plan de fonctionnement des élections générales (2008), sous-ministre de la Sécurité intérieure relevant du ministère de la Sécurité intérieure du Paraguay (2008 - 2011).

Enseignement : chargé de cours en criminologie - École de droit et des sciences sociales - *Universidad Nacional de Asunción* (1994), chef de département du cours en droit commercial et en droit politique, École des sciences juridiques et diplomatiques, *Universidad Católica Nuestra Señora de la Asunción* (1993 - 2009), chef de département des cours en droit commercial I et en droit commercial II, École des sciences juridiques et diplomatiques, Direction générale régionale de la Ciudad del Este (1993 - 2009), chef de département du cours de droit commercial,

Universidad Autónoma de Asunción (1995), professeur titulaire du cours de droit électoral de l'École de droit de la *Universidad del Norte* (2004 - 2006).

Monsieur Caballero est président du Tribunal électoral de l'*Asociación de Fiscales del Paraguay*. Il a assisté à de nombreuses conférences et séminaires internationaux à titre d'orateur et d'observateur. Il a écrit plusieurs articles, y compris *Delitos electorales: su penalización efectiva* (*Justicia Electoral*, « *La Justicia Electoral en la Consolidación Democrática* », *Servicio Editorial del Tribunal Superior de Justicia Electoral, Asunción*).

Juan Faroppa Fontana

Né en Uruguay, M. Faroppa Fontana a obtenu un doctorat en droit et en sciences sociales de la *Universidad de la República*, en Uruguay.

Expérience juridique : Il a travaillé sous la direction du Secrétaire des Affaires intérieures de l'Uruguay (2005 - 2007); il a été membre du Secrétariat pour le suivi de la Commission de la paix, nommé par le président de la République, sur la recommandation de l'organisation Mères et familles de détenus et de personnes portées disparues (2008 - 2010); il a été responsable de la rédaction du Rapport sur la sécurité du citoyen et les droits de la personne de la CIADH (2009).

Expérience d'enseignement : Professeur adjoint, Chaire des droits de la personne, École de droit, *Universidad de la República* (Uruguay).

Expérience de consultant: Département des affaires politiques des Nations Unies; Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF); Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH); Organisation internationale pour les migrations (OIM); Agence de l'Espagne pour la coopération internationale au développement (AECID); Agence de la Suisse pour la coopération internationale au développement (ASCID); Banque de développement international (BDI).

M. Faroppa Fontana a travaillé pour l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de missions officielles au Salvador, au Guatemala, en Colombie, en Bolivie et au

Honduras. Il a écrit plusieurs articles sur les droits de la personne et la sécurité du citoyen.

4. Recommandations

1. Contribuer, dans nos fonctions en tant que parlementaires, à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de l'État en matière de sécurité citoyenne et de politique publique, en mettant l'accent sur les droits de la personne et les aspects de prévention et de contrôle de la violence et des délits ;
2. Évaluer l'intégration dans le cadre juridique des États des Amériques des directives établies émanant des rapports de la Commission interaméricaine des droits de l'homme sur la sécurité citoyenne et les droits de la personne (2009) et sur la justice juvénile (2011) ;
3. Renforcer, chez les agents de l'État, le respect en tout temps des droits de la personne, en tant qu'outil indispensable pour assurer une meilleure sécurité citoyenne. Cette mesure implique que l'État soit responsable de prévenir, d'enquêter et, le cas échéant, de juger toute violence et tout délit et d'éviter toute impunité à cet égard ;
4. Instaurer des règles qui garantissent des systèmes de sélection, de formation et de mises à jour pour les fonctionnaires qui œuvrent au sein de l'institution étatique dans le domaine de la sécurité citoyenne (juges, procureurs, membres des forces de sécurité et le personnel pénitencier) ;
5. Légiférer en vue de contrôler et de superviser le fonctionnement des entreprises privées œuvrant dans le domaine de la sécurité, en exigeant que leurs employés reçoivent une formation universitaire ou professionnelle ou les deux, et sur les garanties des droits de la personne ;
6. Avec l'appui de l'État, instaurer des politiques de soins des jeunes enfants, de développement personnel de l'enfant dans son propre milieu familial ou au sein d'une famille d'accueil, en mettant une emphase particulière sur la famille monoparentale ;

7. Avec le concours de groupes de travail interdisciplinaires, renforcer les systèmes pénitenciers des mineurs et des adultes par le biais de programmes fondés sur des expériences réussies de réhabilitation et de prévention des récidives ;
8. Par le biais d'un appui, favoriser les organisations de la société civile spécialisées dans le domaine de la sécurité citoyenne pour qu'ils mettent en œuvre des programmes législatifs ainsi que des projets et des programmes qui respectent les droits de la personne ;
9. Encourager le fonctionnement d'observatoires nationaux et internationaux sur la violence et le crime, qui produiront et analyseront une information bien documentée, en vue de concevoir des politiques publiques sur la sécurité citoyenne ;
10. Accorder la priorité aux enjeux du développement au sein même des programmes législatifs, afin de contribuer à former des sociétés plus dignes, plus inclusives et plus justes. Encourager et superviser l'approbation de budgets qui tiennent compte des processus de développement des droits de la personne.

5. Participants du groupe de travail

PAYS	NOM	POSTE
Brésil	Paes Landim	Membre de la Chambre des députés
Canada	Céline Hervieux-Payette	Sénatrice
Canada	Paulina Ayala	Membre du Parlement
Canada	Randy Hoback	Membre du Parlement
Colombie	Germán Blanco Álvarez [Président]	Membre de la Chambre des représentants
Équateur	Linda Machuca Moscoso	Membre de l'Assemblée nationale
Équateur	Gina Godoy	Membre de l'Assemblée nationale
Équateur	Rocío Valarezo	Membre de l'Assemblée nationale
Honduras	Guillam Guifarro Montes de Oca	Membre du Congrès national
Panama	Víctor Juliao III	Membre de l'Assemblée nationale
Paraguay	Roger Caballero	Sénateur
Paraguay	Alberto Grillón Conigliaro	Sénateur

Annexe 8 • Groupe de travail no. 2: Aspects transnationaux de la sécurité citoyenne

1. Objectifs

- Examiner les initiatives régionales et les meilleures pratiques existantes
- Déterminer l'importance de la collaboration régionale dans le développement de politiques à long terme pour aborder les aspects transnationaux de la sécurité
- Examiner le concept de victimes de la criminalité transnationale
- Examiner les perspectives rurales et urbaines
- Intégrer la perspective de genre dans le travail de groupe

2. Points Principaux du débat

Aujourd'hui il faut reconnaître qu'aucun pays – pas même le plus puissant – ne peut faire face tout seul aux nombreuses menaces régionales émergentes : le terrorisme, les conflits entre les États, la course aux armements, la criminalité transnationale, le trafic d'armes, les catastrophes naturelles, les attaques contre le système de santé publique et la pauvreté.

Au cours de cette session, les parlementaires analyseront les graves menaces concernant la sécurité, et les répercussions sociales, économiques et politiques de ces menaces. Les participants développeront une approche multidimensionnelle de la sécurité dans l'hémisphère et des outils pouvant servir à combattre les menaces contre la sécurité et le développement au niveau régional dans le cadre de la coopération internationale. Les experts chargés de guider les délibérations sont Eric L. Olson, agrégé principal de l'Institut Mexique du Centre international Woodrow Wilson pour académiciens (*Woodrow Wilson International Center for Scholars*) et Alejandra Mohor, Coordinatrice du département de prévention du délit, du Centre d'Etudes sur la Sécurité citoyenne, Institut des affaires publiques, (*Centro de*

Estudios en Seguridad Ciudadana, Instituto de Asuntos Públicos), Université du Chili.

3. Biographie abrégée des orateurs

Eric L. Olson

Eric L. Olson est agrégé principal au Mexico Institute du *Woodrow Wilson International Center for Scholars* à Washington, DC. Il y supervise les travaux de l'établissement sur la coopération en matière de sécurité entre les États-Unis et le Mexique, et les recherches menées sur le crime organisé et le trafic de la drogue entre les États-Unis, le Mexique et l'Amérique centrale.

Avant de se joindre au Wilson Center, il a occupé le poste de spécialiste principal au *Department for Promotion of Good Governance* à l'Organisation des États américains de 2006 à 2007. Il a cumulé les fonctions de directeur par intérim des relations gouvernementales à Amnesty International USA et de directeur-conseil pour les Amériques de 2002-2006. Auparavant, il a travaillé comme agrégé supérieur du Mexique et des Politiques économiques au bureau de Washington sur les questions touchant l'Amérique latine pendant huit ans. De 1989 à 1993, il a été directeur des programmes au *Augsburg College's Center for Global Education* à Cuernavaca, au Mexique. De 1986 à 1988, il a travaillé au Honduras, en Amérique centrale, comme spécialiste en développement pour le compte de diverses organisations non gouvernementales locales.

Il a témoigné à maintes reprises devant le Congrès américain. Il a participé à plusieurs reportages comme commentateur expert sur les droits de la personne, les politiques sur la drogue et le crime organisé. Il a rédigé plusieurs papiers sur les relations entre les États-Unis et le Mexique, la réforme électorale et démocratique au Mexique, la politique américaine sur les stupéfiants et la Colombie.

Études : M.A., Affaires internationales, *American University*; B.A., Histoire et Enseignement secondaire, *Trinity College*.

Alejandra Mohor

Sociologue chilienne, détentricrice d'une licence de l'Université du Chili. Elle œuvre dans le domaine de la recherche et de l'étude des politiques publiques, de l'éducation et de la sécurité citoyenne. Dans ce dernier domaine, elle a coordonné divers projets exécutés par le CESC en Amérique centrale et au Mexique. Au cours des derniers huit ans, elle s'est consacrée à des thèmes liés à la sécurité citoyenne en matière de réformes des systèmes de justice et de la police, en tant que coordonnatrice de ce secteur au Centre d'études en sécurité citoyenne de l'Institut d'affaires publiques de l'Université du Chili. Depuis 2010, elle a assumé la coordination du secteur de la prévention du crime au sein de ce même centre, où elle mène diverses recherches et activités de vulgarisation et d'enseignement.

Elle a notamment donné des cours en méthodologie de la recherche et en formulation d'indicateurs. Elle a organisé et participé en tant qu'enseignante lors de formations et de séminaires sur la sécurité citoyenne au niveau latino-américain.

4. Recommandations

1. Réviser nos cadres juridiques de manière à tenir compte des aspects transnationaux propres aux organisations criminelles (de narcotrafic, traite de personnes, blanchiment d'argent et délits cybernétiques, etc.) et, en rendant nos législations compatibles, faciliter l'exécution d'opérations transnationales visant à poursuivre et punir les crimes ;
2. Montrer qu'il faut de toute évidence conjuguer le travail de prévention avec celui que l'on mène pour combattre les crimes et, par une territorialisation nécessaire de la prévention, tenir compte des circonstances propres à chaque région et à chaque localité ;
3. Réviser nos cadres juridiques de sorte que la prévention des délits, notamment en matière de consommation de drogues, incombe aux gouvernements locaux ;
4. Vérifier que des ressources suffisantes sont allouées aux gouvernements locaux afin qu'ils puissent assumer efficacement leur responsabilité de prévention ;
5. En assignant les ressources budgétaires des programmes de prévention, veiller à ce qu'un pourcentage soit consacré à leur évaluation ;
6. Enfin, conscientes de la nécessité de poursuivre et renforcer la recherche, l'évaluation et la diffusion de pratiques de prévention efficaces, nous recommandons de demander à l'OEA d'établir une instance qui aura pour rôle d'identifier et d'analyser les facteurs qui influencent la consommation problématique de drogues, afin de contribuer à la formulation, l'exécution et l'évaluation de programmes locaux de prévention.

5. Participants du groupe de travail

PAYS	NOM	POSTE
Chili	Jorge Sabag	Membre de la Chambre des députés
Chili	Ignacio Urrutia	Membre de la Chambre des députés
Équateur	Richard Guillén	Membre de l'Assemblée nationale
Mexique	Adriana González Carillo	Sénatrice
Mexique	Rogelio Rueda [Président]	Sénateur

Annexe 9 • Groupe de travail no. 3: *Approches multidimensionnelles à la sécurité citoyenne*

1. Objectifs

- Explorer les possibilités de collaboration avec toutes les parties concernées, y compris la société civile, les médias et le secteur privé
- Établir les phases de prévention, de secours et d'assistance en cas de catastrophes naturelles
- Promouvoir l'obligation des États d'élaborer des politiques publiques
- Évaluer l'impact de l'extraction des ressources
- Évaluer l'impact du changement climatique
- Déterminer l'impact des politiques publiques
- Intégrer la perspective de genre dans le travail de groupe

2. Points Principaux du débat

La vulnérabilité croissante de certains pays, et de certaines régions ou zones dépend de leur localisation géographique, des caractéristiques climatiques et géologiques et de leur capacité à faire face à des conditions extrêmes. Les interactions complexes entre les facteurs sociaux, politiques, économiques et environnementaux qui existent à différents niveaux augmentent la vulnérabilité, ce qui à son tour affecte la capacité à se préparer, réagir et se récupérer en cas de situations d'urgence et de catastrophes qui touchent les individus, les communautés et, en général, les autorités du pays dans lequel la catastrophe a eu lieu.

Au cours de cette session, les parlementaires examineront les différents impacts causés par les catastrophes, tant naturelles que provoquées par l'homme ; les situations d'urgence qui ont récemment touché l'hémisphère ; le rôle des institutions régionales et internationales et les interactions entre ces dernières et les gouvernements dans le cadre juridique international. Les experts chargés de guider les

délibérations sont Marco Antonio Rodríguez Corrales, Consultant indépendant spécialisé dans la prévention, le secours et l'assistance en cas de catastrophes naturelles, et Gustavo Béliz, Coordinateur de la sécurité citoyenne dans le Cône Sud, BID.

3. Biographie abrégée des orateurs

Marco Antonio Rodríguez Corrales

Consultant bolivien. Nommé directeur national du Service national de réduction des risques par le président de la Bolivie. Depuis 1998, il est consultant au Service national de la défense civile, au ministère de la Défense nationale et au ministère du Développement durable. À titre de gestionnaire de projet, il a promu la *Loi sur la gestion et la prévention des risques de catastrophes naturelles* n° 2140, l'élaboration de la *Loi modifiant la législation* n° 2335 et les règlements connexes (décret n° 26739). En Bolivie et d'autres pays de la région, il a conçu des méthodologies et des instruments de gestion des risques de catastrophes naturelles, tels que des Plans nationaux, sectoriels, ministériels et municipaux, des Plans d'urgence d'institutions et d'interinstitutions, la systématisation de leçons apprises provenant de la gestion des catastrophes, la systématisation de la gestion des risques, des protocoles de préparation et des pratiques d'action en cas de catastrophe, ainsi que des stratégies de renforcement en matière de préparation, d'urgence et d'action en cas de catastrophe.

Depuis 2003, à titre de membre de l'UNDAC, il a participé à dix missions de coordination et d'action au Guatemala, en Guyane, en République dominicaine, au Pérou, à Cuba, au Honduras, à Panama, en Haïti et en Colombie. En raison de son expérience et de ses antécédents professionnels, il a intégré l'équipe internationale de chargés de cours du BCAH, à Genève, en 2005, et les Chefs d'équipe en 2007.

Amérique latine et Caraïbes: Il a élaboré la Stratégie de mise en œuvre de la plate-forme sur les connaissances pour les volets Nutrition et Urgence; il a organisé des activités de préparation pour la saison des cyclones en 2006; il a élaboré la Méthodologie d'évaluation d'aide

humanitaire rapide qui a été approuvée par le REDLAC, mettant en œuvre des processus de formation au service d'équipes de l'UNETE et de partenaires de l'aide humanitaire du Honduras, de la République dominicaine, du Guatemala, du Panama et du Belize. Au Guatemala, il a mis en œuvre des processus de formation sur la Méthodologie d'évaluation d'aide humanitaire rapide à l'échelle municipale et communautaire.

Études : Maîtrise en stratégie d'entreprise et en compétitivité à l'échelle mondiale (Bolivie); spécialisation internationale en planification stratégique et en gestion de la haute direction (Bolivie); spécialisation en gestion et contrôle financier (Chili-Bolivie); baccalauréat en gestion des affaires (Bolivie); technicien du marché boursier (Bolivie).

Gustavo Béliz

Avocat argentin, détenteur d'une Licence de la Faculté de droit de l'Université de Buenos Aires. Il occupe actuellement le poste de spécialiste principal en modernisation de l'État pour la Banque interaméricaine de développement. Toutefois, sa carrière professionnelle s'est aussi déroulée dans le secteur public, plus spécifiquement au sein du cabinet de la République Argentine en tant que ministre de l'Intérieur, ministre de la Justice, de la Sécurité et des Droits humains, Secrétaire de l'Administration publique, président de l'Institut national d'administration publique contre le blanchiment d'argent, directeur du CLAD (Conseil latino-américain d'administration pour le développement).

De plus, il a été sélectionné pour un mandat de quatre ans au Conseil de la Ville de Buenos Aires, en tant que président des secteurs de l'écologie et de l'environnement, ainsi que de la Commission du développement durable du Conseil de la Ville de Buenos Aires et pour le Sénat de l'Argentine (ville de Buenos Aires) pour une période de six ans. Il a renoncé au poste de sénateur pour occuper celui de ministre de la Justice, de la Sécurité et des Droits humains.

Il a publié de nombreux articles et ouvrages. Par le passé, il a été journaliste pour la revue de sports « *El Gráfico* »

et rédacteur en chef de la section politique du quotidien « *La Razón* ».

4. Recommandations

1. Intégrer l'ensemble de la politique publique sur la sécurité citoyenne, la gestion des risques de désastres et les changements climatiques pour obtenir une synergie en matière normative, institutionnelle et d'organisation sociale ;
2. Fortifier l'intégration entre des pays des sous-régions et des régions pour générer des instruments communs, une coopération horizontale transfrontalière et des échanges d'informations et de connaissances en matière de sécurité, de désastres et de changements climatiques ;
3. Créer ou fortifier l'institutionnalisation de l'administration pour gérer les risques et les désastres de manière à favoriser le respect des droits de l'homme, et contribuer positivement à la permanence des principes de la sécurité des individus ;
4. Promouvoir la participation citoyenne en encourageant une conscience et une culture de prévention et de protection de la société civile, basée sur les valeurs de la solidarité, sans dispenser l'Etat de sa responsabilité dans ce domaine ;
5. Prendre en considération, dans les processus de récupération et de reconstruction postérieurs aux désastres, les éléments destinés à fortifier le capital social et le concept de sécurité humaine ;
6. Promouvoir des systèmes de banques de données statistiques et d'indicateurs comparés sur les crimes et la violence, qui proviennent de plusieurs sources et qui permettent la surveillance permanente et l'évaluation de la politique publique en faisant participer la société civile ;
7. Renforcer les commissions spéciales au niveau parlementaire par la stabilité et au moyen d'échanges avec le secteur universitaire et des



- spécialistes interdisciplinaires de prévention de la violence, de manière à garantir une approche intégrale des interventions en renforçant l'institution de la famille, l'école et la salubrité publique grâce à l'enseignement des valeurs comme une dimension morale et éthique de la politique ;
8. Prêter une attention spéciale à l'analyse des budgets publics destinés à la prévention de la violence – autant l'aspect quantitatif que qualitatif – selon ses différentes causes sociales, en renforçant spécialement l'institution de la famille, l'école et la santé publique, et en encourageant des actions concrètes qui se traduisent par une pédagogie éthique de l'action politique ;
 9. Stimuler des législations qui se traduisent en mécanismes de contrôle et de répression efficaces des flux financiers liés au crime organisé ;
 10. Promouvoir le renforcement des institutions pour qu'elles s'acquittent de leurs rôles et concrétisent des actions utiles à la prévention sociale et la préparation des pays pour affronter les phénomènes naturels, en encourageant l'utilisation adéquate de la science et de la technologie et en profitant au maximum des capacités existantes dans nos pays ;
 11. Adapter, quand c'est opportun, la législation au niveau national et régional, en fonction des nouvelles modalités de la criminalité et de la violence ;
 12. Prendre en considération dans les politiques publiques la question de la sécurité alimentaire dans le cadre de la lutte contre la faim et la malnutrition ;
 13. Recommander une résolution à soumettre à l'OEA et aux Nations Unies pour la création d'un Fonds compensatoire de l'environnement, financé par les pays générateurs de graves dommages contre l'environnement (par exemple les changements climatiques) pour assister les pays les plus vulnérables ;
 14. Préconiser que les entreprises transnationales installées dans les pays en développement se plient aux mêmes exigences environnementales que celles qu'elles observent dans les pays développés, et que les pays en voie de développement – de leur côté – fixent leurs propres normes ;
 15. Promouvoir l'organisation de travailleurs sociaux multidisciplinaires qui contribuent aux tâches de prévention des causes sociales génératrices de violence.

5. Participants du groupe de travail

PAYS	NOM	POSTE
Chili	David Sergio Sandoval Plaza	Membre de la Chambre des députés
Chili	Nicolás Monckeberg	Membre de la Chambre des députés
Cuba	Armando Torres Aguirre	Membre de l'Assemblée nationale
El Salvador	Margarita Escobar	Membre de l'Assemblée nationale
Haïti	Edmonde Supplice Beauzile [Présidente]	Sénatrice
Haïti	Simon Desras	Sénateur
Haïti	Jean Hector Anacacis	Sénateur

Annexe 10 • Septième rencontre du Groupe des femmes parlementaires : Perspectives de genre en matière de sécurité citoyenne

1. Objectifs

- Déterminer ce qu'on comprend pour transversalisation de la perspective de genre en matière de sécurité citoyenne
- Intérioriser le concept de *génocide*
- Établir les défis du siècle XXI pour la protection des femmes contre toutes les formes de violence
- Examiner la vente et le trafic de personnes, en particulier dans les cas des femmes et des jeunes filles
- Analyser la grandeur de ce facteur dans la région
- Reconnaître les défis du système de justice et de la lutte contre l'impunité
- Voir les meilleures opportunités pour concevoir des espaces d'intervention dans un niveau international à partir des intérêts de l'hémisphère
- Réussir à intégrer la perspective de genre dans le groupe de travail

2. Points Principaux du débat

Transversalisation de la perspective de genre

Pour commencer le travail du groupe sera fondamental comprendre ce qu'on veut dire pour transversalisation de la perspective de genre. Pour le faire et être d'accord avec le travail législatif, il faut penser comment rédiger des lois ou faire des réformes, et aussi comment bien mesurer les effets des lois sur la vie quotidienne des personnes des deux sexes, en plaçant au centre du débat les inégalités historiques entre les hommes et les femmes qui demeurent en notre région. Il s'agit de voir la construction des lois comme si c'était une réingénierie avec le but de transformer l'intention et les résultats des normes, en réussissant éradiquer la vision patriarcale et sexiste dans la législation.

Les défis du XXI siècle dans la sécurité citoyenne

Un autre point très important d'être développé dans le débat est le concept de *génocide*. Même si le concept de violence contre les femmes existe depuis quelques décennies, le concept de *génocide* est plus récent et il s'agit de l'intention de détruire, subir ou subjuguer complètement ou partiellement un groupe, dans ce cas, les femmes et les jeunes filles.


Comprendre ce concept sera fondamental pour questionner les arguments et aux agresseurs sur la violence basée sur les inégalités de genre, étant donné que des fois il y a une tendance de représenter les agresseurs comme des « fous » ou de concevoir ces meurtriers comme résultants « des crimes passionnels », ou aussi, d'atténuer son importance dans le cas d'un conflit, même en l'appelant « dommage collatéral ».

Dans le débat on va aussi prioriser des sujets comme la prostitution et la pornographie et d'autres manifestations de violence contre les femmes, étant donné que sa « naturalisation » dans nos pays, c'est ce qui perpétue les stéréotypes du corps de la femme comme un objet sexuel, en plus de devenir une immense source de profit du crime organisé à travers de la vente de femmes et des jeunes filles, avec moins de risques que le trafic de drogues.

Le crime organisé et la vente de femmes et des jeunes filles

Si on considère que les enquêtes montrent que le trafic de drogue et la vente de femmes et des jeunes filles produisent 40% du PIB de la région de l'Amérique latine, c'est nécessaire de débattre la transnationalisation du crime, ainsi comme les problèmes que sont dérivés de cette situation.

C'est important de comprendre que le crime organisé traverse les frontières et que ses actions sont liées avec les types différents de menaces globales, et que c'est une activité qui a un but essentiellement économique. Actuellement, le crime organisé est l'acteur principal de la vente de femmes et des jeunes filles et le trafic illégal de migrants, les enlèvements, l'extorsion, la piraterie, la contrebande, etc.



Le crime organisé, avec ses hauts degrés de spécialisation et sophistication, est un des grands risques pour les sociétés de l'Amérique latine et pour les Caraïbes. C'est pour ça qu'il faut le combattre avec les agents de l'État.

L'Insécurité dans La Vie des Femmes

On va analyser les possibilités de l'insécurité pour la femme, d'abord pour le foyer, la situation dans la communauté et les niveaux macro qui incluent le crime organisé, la migration, l'exploitation sexuelle et la vente et le trafic de personnes.

3. Biographie abrégée de l'oratrice

Teresa Ulloa Ziáurriz

Directrice régionale de la Coalition contre le trafic des femmes et des filles en Amérique latine et dans les Caraïbes (CATWLAC).

Après avoir complété des études de licence en pédagogie de l'Institut national de pédagogie, elle a obtenu une maîtrise en sciences de l'éducation de la *London School of Economics* de l'Université de Londres, Angleterre. Elle a conclu ses études par une licence en droit de l'Université nationale autonome du Mexique. En 1997, elle a suivi un cours à Bruxelles, en Belgique, menant à l'obtention d'un diplôme sur les « Droits humains des femmes et le développement » sous les auspices de l'Union Européenne et de la Fédération internationale des droits de l'homme. Elle a également obtenu un diplôme de l'Université de la Sorbonne à Paris sur l'éducation et les valeurs, un autre sur le genre et le droit, puis un troisième sur le droit international humanitaire. Enfin, au cours des dernières années, elle a obtenu un diplôme de planification stratégique et administration publique de l'Université de New York.

Elle a plaidé dans plus de 30.000 causes de viol de femmes et de filles en tant que représentante légale de l'auxiliaire du procureur général et a comparu à trois reprises devant la Cour d'immigration des États-Unis dans des cas d'asile politique pour cause de violence familiale, à titre d'experte sur les thèmes de la violence et de la discrimination de genre. Elle a également plaidé

devant la Cour fédérale de l'État de New York dans un cas d'enlèvement, qui est par la suite devenu le premier précédent d'application des conventions de La Haye en faveur de la mère et des enfants pour cause de violence familiale.

Elle a participé à l'élaboration ou à la réforme d'innombrables lois fédérales et d'État, au Mexique et dans divers pays, et a évalué et conçu des politiques d'État et des plans nationaux pour prévenir et sanctionner la traite des personnes dans divers pays d'Amérique latine. Elle complète actuellement la nouvelle Loi pour prévenir et éliminer la traite des personnes et les délits connexes pour le Mexique, qui sera appliquée sur l'ensemble du territoire national.

4. Recommandations

1. Légiférer pour obtenir parité et équité et pour que ces principes soient enchâssés dans la création des lois dans tous les pays. La transversalisation du genre doit se voir clairement dans la rédaction de toutes les normes ;
2. Créer, au sein de ParlAmericas, une proposition de loi-cadre, ou une proposition de modèle de loi sur la sécurité citoyenne que les États membres pourront partager entre eux. L'OEA et l'ONU ont déjà utilisé cette méthode de travail pour traiter certains enjeux ;
3. Le Groupe de travail sur la *Perspective du genre en matière de sécurité citoyenne* préconise et encourage l'idée de créer, au sein de ParlAmericas, une loi-cadre ou un modèle de loi spécifique contre la traite des personnes ;
4. Formuler un projet de loi sur la protection des victimes et des témoins, conformément à la Déclaration d'Istanbul ;
5. Encourager la création de comités techniques spécialisés en genre au sein de chaque parlement, avec l'aide de la coopération internationale ;
6. Renouveler l'engagement d'élaborer un projet de loi sur la protection des victimes et des témoins ;

7. Favoriser la formation de partenariats entre les parlementaires actuels et anciens afin de leur permettre de profiter de l'expérience législative des parlementaires pour éviter que se perdent les connaissances acquises à cet égard ;
8. Créer des programmes de travail communs entre parlementaires, sans égard aux tendances idéologiques ou partisans, afin d'encourager une pratique inclusive, diversifiée et respectueuse qui garantisse les conditions nécessaires à la transversalisation du genre dans toutes les normes ;
9. Encourager nos parlementaires à constituer des équipes de communication sensibles aux enjeux du genre, qui contribueront à la visibilité du travail des femmes et des programmes de travail mentionnés au point 8 ;
10. Préconiser une volonté politique visant à intégrer la parité et l'alternance au sein des partis et ce faisant encourager, au sein des organisations politiques auxquelles nous appartenons, l'égalité qui se reflétera par la suite dans l'espace public ;
11. Encourager l'application de sanctions à l'encontre de quiconque par la publicité encourage le commerce sexuel et l'exploitation sexuelle et de tout message publicitaire qui dénigre les femmes et les filles. Dans le même ordre d'idées, souligner et récompenser les bonnes pratiques qui combattent la traite et le trafic des personnes ;
12. Combattre la traite, l'esclavage, l'exploitation sexuelle et le trafic de personnes, en incorporant dans nos législations la caractérisation de la demande (clients).

5. Participants du groupe de travail

PAYS	NOM	POSTE
Canada	Céline Hervieux-Payette	Sénatrice
Canada	Paulina Ayala	Membre du Parlement
Canada	Randy Hoback	Membre du Parlement
Colombie	Germán Blanco Álvarez	Membre de la Chambre de représentants
Costa Rica	Juan Carlos Mendoza García	Président de l'Assemblée législative
Équateur	Linda Machuca Moscoso [Présidente]	Membre de l'Assemblée nationale
Équateur	Gina Godoy	Membre de l'Assemblée nationale
Équateur	Rocío Valarezo	Membre de l'Assemblée nationale
Équateur	Richard Guillén	Membre de l'Assemblée nationale
El Salvador	Margarita Escobar	Membre de l'Assemblée nationale
Honduras	Guillam Guifarro Montes de Oca	Membre du Congrès national
Haïti	Edmonde Supplice Beauzile	Sénatrice
Mexique	Adriana González Carillo	Sénatrice
Mexique	Rogelio Rueda	Sénateur
Panama	Víctor Juliao III	Membre de l'Assemblée nationale
Paraguay	Clarissa Marín	Sénatrice

Annexe 11 • Conseil d'administration de FIPA-ParlAmericas 2011-2012

POSTE	INDIVIDU	PAYS	PÉRIODE
ÉLUS LORS DE LA 8^e ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE (TOUS LES POSTES ONT ÉTÉ COMBLÉS PAR ACCLAMATION)			
Président	Randy Hoback, membre du Parlement	Canada	2011-2013
1 ^{er} vice-président	Víctor Juliao III, membre de l'Assemblée nationale	Panama	2011-2013
Présidente du Groupe des femmes et 2 ^e vice-présidente	Linda Machuca Moscoso, membre de l'Assemblée nationale	Équateur	2011-2013
Secrétaire-Trésorier (intérimaire) (élu par le Conseil d'administration parmi ses membres)	Germán Blanco Álvarez, membre de la Chambre des représentants	Colombie	À déterminer
Amérique du Nord	À confirmer	Mexique	2011-2013
Amérique du Nord		Vacant	2011-2013
Amérique centrale	À confirmer	El Salvador	2011-2013
Amérique centrale	À confirmer	Costa Rica	2011-2013
Amérique centrale (mandant d'un an)	À confirmer	Honduras	2011-2012
Amérique du Sud	À confirmer	Chili	2011-2013
Amérique du Sud	À confirmer	Paraguay	2011-2013
Caraïbes	À confirmer	Cuba	2011-2013
Caraïbes		Vacant	2011-2013
Pays hôte de la 9 ^e Assemblée plénière	Víctor Juliao III, membre de l'Assemblée nationale	Panama	2011-2012
MEMBRES RÉÉLUS			
Amérique du Nord	À confirmer	Canada	2010-2012
Amérique du Sud	Germán Blanco Álvarez, membre de la Chambre des représentants	Colombie	2010-2012
Caraïbes	Edmonde Supplice Beauzile, sénatrice	Haïti	2010-2012



Secrétariat Technique de FIPA-ParlAmericas

500 - 165 Sparks St.
Ottawa, Ontario K1P 5B9
Canada

☎ : +1 613 594 5222
☎ : +1 613 594 4766
info@parlamericas.org
www.parlamericas.org



Agence canadienne de
développement international

Canadian International
Development Agency

Ce projet a reçu l'appui financier du
gouvernement du Canada agissant par
l'entremise de l'Agence canadienne de
développement international (ACDI).

